



PAR COURRIEL

Québec, le 18 octobre 2024

Madame Sonia Mailloux
Consultante externe
93, rue de la Gavité
Gatineau (Québec) J9A 2Z4

Objet : Mandat d'accompagnement du centre intégré universitaire de la santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse

Madame,

Dans la foulée des sorties médiatiques entourant les cas d'enfants présentement sous enquête par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) dans la région du centre intégré universitaire de la santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec (CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec), des questions sur la légitimité des décisions prises dans le cadre des interventions de la directrice de la protection de la jeunesse (ci-après « DPJ ») ou de ses représentants ont été soulevées.

En vertu du paragraphe c) du premier alinéa de l'article 29 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (chapitre P-34.1) (ci-après « LPJ »), j'ai, à titre de directrice nationale de la protection de la jeunesse (DNPJ), la responsabilité d'exercer les contrôles requis pour assurer que les interventions en protection de la jeunesse respectent les standards généralement reconnus et soient adéquates sur les plans à la fois scientifique, humain et social. À cette fin, je juge nécessaire d'avoir recours à votre expertise afin de me faire rapport sur la situation, et ce, conformément au paragraphe a) de l'article 30 de la LPJ.

Dans le cadre de mes responsabilités prévues à l'article 30.3 de la LPJ, j'ai ainsi recours à votre expertise afin que vous accompagniez la DPJ du CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec dans l'identification des correctifs et la mise en œuvre du plan d'action présenté le 21 octobre 2024. Je m'attends à ce que vous me fassiez état à chaque semaine des mesures mises en place par l'établissement pour corriger la situation. Je me préoccupe notamment de la conformité des solutions proposées dans le cadre du plan d'action attendu. Les

...2

décisions qui seront prises dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan et visant à ce que les interventions respectent les standards généralement reconnus et soient adéquates devront être préalablement validées par vous.

Enfin, une analyse des conclusions à venir du rapport sur l'enquête systémique de la CDPDJ sera attendue, afin d'assurer la conformité des actions mise en place par l'établissement et de guider la DNPJ sur les différentes suites à donner.

Votre mandat débutera le 21 octobre 2024 et prendra fin le **19 décembre 2024**, date à laquelle votre rapport, comprenant une analyse des constats et la synthèse des avancées, devra être déposé. Selon l'évolution de la situation, une prolongation de votre mandat pourra être considérée.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice nationale de la protection de la jeunesse
et sous-ministre associée,



Catherine Lemay

c. c. M. Daniel Paré, MSSS

Mme Natalie Petitclerc, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

N/Réf. : 24-PJ-00171